

Centre des finances publiques : Pontivy va perdre son Service des impôts des entreprises

Le Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan) va perdre son Service impôts des entreprises et la gestion comptable des hôpitaux.



Une quinzaine d'agents du Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan) se sont rassemblés, mercredi 3 juillet, à l'appel de l'intersyndicale. (©Pontivy Journal)

Le **Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan)** va perdre son Service impôts des entreprises et la gestion comptable des hôpitaux.

Les **syndicats FO, CGT, Solidaires, et CFDT des Finances publiques** ont rencontré, mercredi 3 juillet, les agents du Centre des finances publiques de Pontivy.

Une action qui s'inscrit dans le sillage de celles que l'intersyndicale mène depuis plusieurs mois sur tout le département pour alerter les usagers, les élus sur le « projet dévastateur » que représente à leurs yeux la **réforme de la fonction publique**.

Et plus particulièrement le projet dit de « géographie revisitée » de **Gérald Darmanin**, **ministre de l'Action et des Comptes publics** concernant l'évolution du réseau des Finances publiques.

Objectif du projet : **faire basculer un maximum d'utilisateurs sur les outils numériques et en filigrane, « arriver aux 120 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'ici à trois ans », résume Patrick Ravache, de FO.**

« Le Morbihan pulvérisé »

Le Plan Darmanin prévoit la disparition de la totalité des Trésoreries du Morbihan. Elles seraient remplacées par trois Services de gestion comptable basés à Lorient, Vannes et Pontivy.

Autres perspectives : il ne resterait plus que trois Services des impôts aux particuliers (Lorient, Vannes et Pontivy), deux Services des impôts aux entreprises (Lorient et Vannes), deux postes spécialisés hôpitaux (**Hennebont** et **Ploërmel**), un Service départemental des impôts fonciers (à Ploërmel).

Sans oublier la suppression totale du Centre des finances publiques d'Auray.

C'est le réseau des finances publiques du Morbihan qui est ainsi pulvérisé ! », s'emporte Hervé George, de la CFDT.

Des précédents à Pontivy

Le Centre des finances de Pontivy, quant à lui, perdrait son Service des impôts aux entreprises (idem pour Auray et Ploërmel) et la gestion comptable des hôpitaux (Pontivy s'occupe du groupement hospitalier de territoire du Centre-Bretagne qui regroupe le Centre hospitalier du Centre-Bretagne et ses établissements de Loudéac et Guémené-sur-Scorff).

Le Centre des finances de Pontivy a déjà vu disparaître plusieurs de ses services : l'**Enregistrement** est parti pour Vannes il y a une dizaine d'années ; la **Fiscalité immobilière** a été transférée à **Vannes** en 2015, tout comme le **Cadastre** pour les professionnels, il y a deux ans. En 2017, c'est le service **Publicité foncière** qui a été déménagé sur **Lorient**.

Au plus fort, il y a eu, ici, à Pontivy, jusqu'à 80 agents. Aujourd'hui, on est 50 agents. Le 3e étage du bâtiment est entièrement vide... », raconte un des agents du Centre des finances de Pontivy.

Un agent de Pontivy témoigne

Sur les 50 agents du Centre des finances publiques de Pontivy, le service Impôts des entreprises compte onze agents, qui vont devoir aller travailler sur Lorient.

« Nous, on s'occupe des professionnels : remboursement de la TVA, impôts sur les sociétés... Nos contacts sont essentiellement les comptables et les entrepreneurs individuels. Notre secteur couvre une large zone géographique qui va de Rohan à Baud et de Kernascléden à Moréac », témoigne un des agents du SIE. Qui ajoute : « Sur les onze agents, dix habitent sur Pontivy. Imaginez dix personnes sur les routes pour aller à Lorient. On nous rétorque qu'il y a des bus. Le premier est à 6 h 30 et le bus du retour est à 16 h 45... On va aussi rayer de la carte les SIE de Loudéac et de Carhaix. Conséquence : les entreprises du Centre-Bretagne n'auront plus aucun interlocuteur à proximité. Il faudra qu'elles aillent à Lorient ! Nous, ici, on connaît les entreprises. À Lorient, ça va être un grand service où chacun va gérer les appels comme ils vont venir. Bonjour le service public ! Bonjour la proximité ! »

Des agents choqués

« Ce projet nous a été communiqué lors d'un Comité technique local, le 11 juin dernier. La fin de ce projet est prévue pour 2022. Et on va entrer dans la phase concertation en... septembre », informe, dépitée, **Annie Rio**, de Solidaires.

Son collègue **Yannick Le Sausse** ajoute :

Les agents ont eu un gros choc à cette annonce. Ce projet global de transformation de la fonction publique vise à réduire le nombre des agents des finances de 10 à 12 %. Dans le Morbihan, ça représente 80 à 90 agents emploi par an et pendant trois ans. C'est du jamais vu ! »

Les usagers impactés

Au-delà du sort des agents, l'intersyndicale s'inquiète aussi du sort des **usagers**, qui seront « encore plus impactés. »

On nous dit que les usagers pourront se renseigner dans des Maisons de service au public. Mais, ces MSP ne font que de l'accueil et de l'orientation. Elles ne sont pas expertes. Quant à internet, ça ne suffit pas ; beaucoup de personnes ne maîtrisent pas. Le service, comme on le connaît aujourd'hui, ne sera plus rendu », assure Christophe Rissel, de la CGT, qui se dit étonné par la passivité des chambres professionnelles.

L'intersyndicale a envoyé un courrier fin mai aux députés du Morbihan et aux maires le 23 juin.

À eux de faire leur boulot pour maintenir le service public. C'est leur devoir. Nous, on les a alertés depuis assez longtemps. »